



---

# Comprendre Urgence climatique et gouvernance locale

---

# Le climat est-il une urgence ?

**Notre climat** est déjà trop chaud et s'accompagne de dangereuses vagues de chaleur, d'incendies, de sécheresses et de mauvaises récoltes, tandis que les inondations se font plus intenses et destructrices.

L'accélération du réchauffement climatique pourrait entraîner un effondrement social et une crise économique mondiale.

Mais, retenus par des intérêts privés, les gouvernements échouent à nous protéger, nous et ce à quoi nous tenons.

Tout comme face à d'autres urgences, nous devons tous ensemble accomplir tous les efforts possibles pour restaurer un climat qui soit sûr et sain. Nous avons les ressources et les connaissances nécessaires pour réussir.

Si le gouvernement fait du climat sa priorité et s'efforce de mettre en place des changements majeurs dans la prochaine décennie, et si la communauté accomplit un effort sans réserve, nous pouvons réussir. Ce guide expose :

- les preuves scientifiques de l'urgence;
- le rôle crucial de mise en œuvre des instances gouvernementales locales;
- ce qu'est une réponse d'urgence.

Rédigé par David Spratt, avec ses remerciements envers Philip Sutton, Margaret Hender, Luke Taylor et Ian Dunlop, et Bryony Edwards et Adrian Whitehead de [caceonline.org](http://caceonline.org).

Août 2019.

Traduction : Citoyens pour le Climat - France, <https://www.urgenceclimatique.fr>

Une situation d'urgence est une menace pour les personnes, les biens et / ou la société susceptible d'être insurmontable. Dès lors, pourquoi le réchauffement climatique a-t-il atteint ce degré d'urgence ?

Avec le niveau actuel de réchauffement (1,1°C plus chaud que la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle), la Terre est déjà trop chaude et moins sûre: c'est dès à présent que nous sommes en danger, pas seulement dans l'avenir. Des vagues de chaleur catastrophiques, incendies, sécheresses et mauvaises récoltes, cyclones et inondations côtières se propagent à travers le monde: de la Méditerranée au Mozambique, du sud de l'Asie aux Philippines, dans le Pacifiques et à travers les Etats-Unis.

La Grande Barrière de corail et d'autres systèmes coralliens se meurent, et le monde fait à présent face à la sixième extinction de masse de son histoire. La population mondiale d'insectes est en voie d'extinction, ce qui fait naître la menace d'un « effondrement catastrophique des écosystèmes naturels », selon un récent rapport scientifique mondial qui a mis à jour que la masse totale des insectes s'effondrait au rythme vertigineux de 2,5% par an.

De plus, nous dépassons largement les limites de la Terre en termes de ressources. La croissance de l'utilisation des ressources physiques n'est pas tenable et va mener à un dépassement suivi d'un effondrement en termes de ressources et d'économie, à moins que nous ne changions de voie.

Le changement climatique contribue aux pénuries de nourriture et d'eau et au déclin des rendements agricoles. L'augmentation du prix des denrées alimentaires provoquée par les sécheresses, les feux de forêt et les mauvaises récoltes est déjà devenu un élément catalyseur de l'effondrement

social et des conflits à travers le Moyen Orient, le Maghreb et le Sahel. Le dérèglement climatique est devenu un accélérateur d'instabilité sociale.

La sécheresse, la désertification et les prix élevés de l'alimentation comptent parmi les éléments déclencheurs de la terrible guerre civile en Syrie et du déplacement de 11 millions de personnes, ce qui a mené à la crise des réfugiés en Europe. A son tour, cela a contribué à créer des difficultés politiques au sein de l'Union Européenne et nombre de ses membres, avec la résurgence des partis d'extrême-droite. Les analystes en sécurité nationale indiquent que si le réchauffement atteint 3°C (ce qui arrivera d'ici trois ou quatre décennies en cas de poursuite de l'orientation actuelle), l'ordre international éclatera et le monde pourrait sombrer dans un état de "chaos absolu".

## Points de rupture

Les points de rupture climatiques sont particulièrement inquiétants, car ils correspondent à des seuils critiques dont le franchissement déclencherait des changements radicaux de notre système climatique, lesquels seraient irréversibles à l'échelle temporelle de l'homme sans des efforts humains titanesques. Nous franchirons bientôt certains de ces seuils, pouvant mener à une montée des eaux de plusieurs mètres, dans le cas de la fonte des glaciers de l'Ouest de l'Antarctique, la perte des écosystèmes coralliens mondiaux et la fonte totale de la banquise arctique en été. D'autres potentiels points de rupture et modifications majeures d'éléments importants du système climatique (comme la perte du glacier du Groenland ou de la forêt amazonienne) ne sont pas non plus si éloignés de nous.

Dernièrement, il a beaucoup été question du scénario de « hothouse Earth », dans lequel les interactions

entre systèmes pourraient pousser le climat du système Terre vers un « point de non-retour », à partir duquel tout réchauffement ultérieur s'auto-entretiendrait. Ce seuil planétaire de « hothouse Earth » pourrait exister dès une hausse des températures de 2 degrés, voire même avant.

## Echec international

Pourtant, l'échec jusqu'à présent de l'ensemble des nations à faire face à la crise climatique signifie que ces événements sont précisément ceux vers lesquels nous nous dirigeons.

Si les engagements actuels pris par les nations dans le cadre de l'accord de Paris pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ne sont pas considérablement renforcés, nous ferons face à un réchauffement catastrophique d'au moins 3 degrés en l'espace d'une vie et possiblement 5 degrés d'ici la fin du siècle, ce qui menacerait de rendre de vastes parties du monde et de terres agricoles inhabitables. Cela inclut des régions dévastées par la sécheresse et la désertification (par exemple, le bassin Murray Darling en Australie, l'Afrique subsaharienne, le sud de la Méditerranée, le sud-ouest des Etats-Unis), des zones où il ferait trop chaud pour vivre à l'année (parties de l'Asie du sud et du sud-est) ou bien là où le niveau de la mer monte (par exemple, les zones agricoles que constituent les deltas de fleuves en Inde, au Vietnam, au Bangladesh ou en Egypte).

Nous avons appris de l'étude de climats plus anciens que le niveau actuel de gaz à effet de serre a entraîné par le passé des conditions de vie qui seraient catastrophiques pour la société humaine actuelle. Au milieu du Pliocène, il y a environ trois millions d'années, le niveau de gaz à effet de serre était semblable à celui d'aujourd'hui, les températures étaient 3 degrés plus élevées et le niveau de la mer plus haut d'au moins 25 mètres.

## Les risques pour la civilisation

Le réchauffement climatique pose un risque existentiel pour la civilisation humaine. Les scientifiques nous avertissent qu'un réchauffement de 4°C est incompatible avec une communauté mondiale organisée, est dévastateur pour la majorité des écosystèmes et présente une forte probabilité de ne pas être stable.

Selon la Banque Mondiale, un tel réchauffement pourrait « dépasser toute capacité d'adaptation ». Mais de nombreux peuples et régions peuvent aussi être sous le coup de cette menace existentielle à un niveau de réchauffement considérablement plus bas.

Le directeur émérite de l'Institut Potsdam, le professeur Hans Joachim Schnellhuber, nous avertit que « le changement climatique atteint maintenant une étape décisive, et bientôt l'humanité devra choisir entre un plan d'action sans précédent, ou, ayant trop attendu, devra en assumer les conséquences ». Selon lui, si nous continuons sur la même voie, « il y a un risque majeur que nous mettions tout simplement un terme à notre civilisation. L'espèce humaine survivra d'une façon ou d'une autre mais nous détruirons quasiment tout ce que nous avons construit ces deux derniers millénaires. »

## Les solutions

Nous avons la responsabilité d'adapter nos actions à l'ampleur et à l'urgence du problème, afin de protéger ceux que nous aimons et ce qui nous est cher. Quatre leviers sont à notre disposition :

- **Le levier de la neutralité carbone** : zéro émission de CO<sub>2</sub> grâce aux énergies renouvelables, à la mobilité électrique et à la transformation des processus industriels.
- **Le levier des super-polluants** : diminuer au maximum les polluants atmosphériques de courte durée comme le méthane en mettant un terme aux émissions liées à l'extraction des énergies fossiles et en transformant l'agriculture et la gestion des sols.
- **Le levier de l'extraction du carbone atmosphérique** : réduire la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en absorbant tout l'excédent de CO<sub>2</sub>.
- ou toute option de politique de **refroidissement de la planète** si ces solutions apportent des bénéfices nets environnementaux et sociaux clairs et démontrables.

# Parler de l'urgence climatique

D'après les sondages, une majorité claire des citoyens s'accorde à dire que « le pays fait face à une urgence climatique » nécessitant un plan d'urgence et que, en retour, les gouvernements doivent « mobiliser l'ensemble de la société » comme l'ont fait les Etats unis et d'autres pays pendant les deux guerres mondiales.

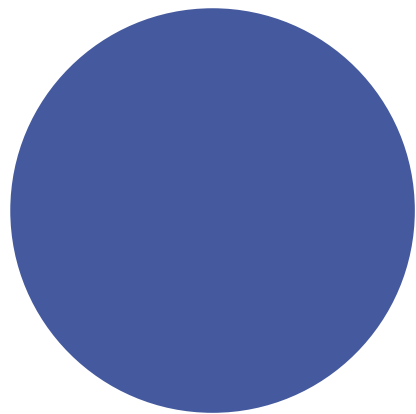
Les campagnes d'information de santé publique, comme la campagne anti-tabac, montrent que les messages les plus efficaces associent une description de la menace de sorte qu'elle concerne chacun d'entre nous personnellement (peur) et un exposé explicite de la solution à y apporter avec un tableau clair des actions disponibles pour y parvenir (espoir).

Opposer les éléments de discours de « peur » et d'« espoir » est une fausse dichotomie car les deux sont nécessaires. Quand la peur est combinée à l'espoir, cela peut donner une impulsion émotionnelle qui motive un changement de comportement.

Au fond d'eux, les gens accordent de la valeur à un certain nombre de choses en commun: avoir de bonnes relations avec les amis et la famille, subvenir aux besoins de leur famille, les soutenir et faire une contribution sociale positive.

Le cadre « santé, bien-être, moyens de subsistance » est une opportunité non seulement de mettre en avant le caractère central de la menace que constitue le changement climatique, mais aussi son impact sur chacun des aspects de notre vie, y compris nos emplois, nos moyens de transport, nos infrastructures énergétiques, l'économie, où nous vivons et même où nous passons des vacances.

Ce cadre peut stimuler et renforcer les valeurs d'empathie, de responsabilité et d'opportunité. Ce sont des valeurs généralement communes à tous les bords politiques.



# Le rôle des gouvernements locaux

**L'objectif** de la campagne pour la Déclaration d'Etat d'Urgence Climatique est d'accélérer la mise en oeuvre d'actions significatives et soutenues, et ce à tous les niveaux de gouvernance. Elle vise également à permettre aux populations de relever le défi d'éviter un dérèglement climatique catastrophique et de restaurer un climat sûr.

Le but est de fournir une protection maximale à la communauté locale et aux populations, civilisations et espèces du monde, en particulier les plus vulnérables, et de permettre aux communautés locales d'être fortes face aux impacts climatiques dangereux inévitables.

L'utilisation du terme "état d'urgence" est un moyen de signaler la nécessité de dépasser le cadre des "réformes habituelles".

La stratégie consiste à commencer au niveau municipal car il est plus facile de trouver des conseils municipaux innovants qui se montrent précurseurs que d'attendre des régions ou l'Etat qu'ils répondent à l'urgence climatique. Les conseils municipaux et les municipalités ont un rôle indispensable à jouer pour aider à élaborer une réponse nationale et internationale.

En cas de crise, la société consacre toutes les ressources disponibles pour résoudre le problème. Cela suppose que le gouvernement national soit le fer de lance, car c'est lui qui a la plus grande capacité de planification, d'utilisation des taxes, d'allocation des ressources, de coordination et de mise en place d'un cadre réglementaire pour une action d'urgence efficace.

Les conseils municipaux sont généralement plus ouverts, démocratiques et flexibles, et moins contrôlés par les lobbys et les grands partis politiques, que les régions ou l'Etat. Le militantisme au niveau de la communauté peut plus rapidement provoquer des changements à l'échelle locale. D'ici août 2019, plus de 900 conseils municipaux dans 19 pays, couvrant 200 millions de personnes, auront reconnu ou déclaré l'état d'urgence climatique.

En résumé, nous pouvons commencer là où le soutien de la communauté peut être le plus efficacement mis en place, tout en reconnaissant que l'action d'urgence climatique au niveau local est à la fois une pierre angulaire d'un effort national plus large, et aussi en lui-même un élément indispensable et durable du changement.

La trajectoire et les impacts du changement climatique sont plus sérieux que ce que la plupart des décideurs politiques ont bien voulu admettre.

Un considérable effort d'implication est requis, y compris par le biais de démarches d'éducation et de campagnes au sein des communautés locales, d'ateliers, de forums et de pétitions pour sensibiliser au besoin d'un plan d'urgence climatique, même au niveau municipal. Rencontrer des conseillers municipaux pour obtenir des engagements, et faire du climat une question clé des élections locales, en soutenant les candidats ayant des engagements forts sur les questions climatiques et en ne votant pas pour les conseillers les plus réticents, ont souvent été des tactiques payantes.

Lorsque les leaders locaux intensifient leur implication et montrent le chemin, une compréhension plus

claire de l'urgence climatique pénètre davantage à la fois au sein des communautés locales, mais se répand aussi plus largement parmi les réseaux politiques locaux pour essaimer de manière verticale, en direction des conseils régionaux et du gouvernement national.

## Que peuvent faire les conseils municipaux?

Les conseils municipaux n'ont pas les pouvoirs de réglementation ou le poids financier de l'Etat, et ils ne peuvent pas inverser le changement climatique uniquement par eux-mêmes, mais ils peuvent initier le mouvement.

Ainsi, l'action la plus importante que peuvent assumer les conseils municipaux est de défendre l'idée d'urgence climatique auprès des échelons supérieurs de l'Etat.

Ils peuvent ouvrir le chemin avec leurs propres actions et faire pression sur d'autres échelons gouvernementaux pour soutenir une organisation des communautés locales qui soit plus saine, plus résiliente et durable, c'est-à-dire alimentée en énergies bas carbone produites sur place, desservie par des transports abordables et durables, possédant un parc immobilier de meilleure qualité et basse consommation, et nourrie par une agriculture durable produite sur des terres gérées de manière pérenne.

Cette démarche doit être appuyée par une action d'urgence significative:

- \* En éliminant les émissions générées par le conseil municipal lui-même;
- \* En développant et soutenant les projets permettant d'éliminer les émissions de carbone dans toute la commune;
- \* En maximisant toute démarche d'absorption du CO2 dans l'ensemble de la municipalité voire au-delà;
- \* En développant la résilience des communautés locales et en prenant soin de leurs membres les plus vulnérables face au réchauffement mondial et la multiplication de phénomènes climatiques extrêmes.

## Marche à suivre

En fonctionnant en mode de mobilisation d'urgence, les gouvernements devraient allouer l'ensemble des crédits disponibles sur lesquels ils ont la main aux tâches telles que: informer et éduquer la population, encourager l'action des autres niveaux de gouvernance, atténuer les facteurs de risque (pour mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre), absorber le dioxyde de carbone en excès et développer la résilience locale. Il s'agit aussi de faire avancer les connaissances, au sein du gouvernement et de la communauté, liées aux données scientifiques, aux prévisions d'impact à l'échelle locale, au cadre de gestion des risques, aux solutions et stratégies.

**Le rôle le plus important** du conseil municipal se concentre sur le plaidoyer auprès d'autres instances et sur l'éducation de la communauté :

- **Horizontalement** : en encourageant tous les conseils municipaux alentour à adopter une réponse à l'urgence climatique - pour bâtir les fondations d'un mandat communautaire visant une action d'urgence à tous les niveaux de gouvernance.e.
- **Vers le haut** : en plaidant auprès de l'Etat et des Régions pour adopter, allouer des fonds, investir et administrer en faveur d'une réponse à l'urgence climatique
- **Vers le bas** : en favorisant les actions d'urgence locales par le biais du partage de connaissances et de la formation, du développement des compétences, et en facilitant les contributions de la communauté à la réduction des émissions ou au renforcement de la résilience. La mobilisation de la communauté est un élément-clé pour encourager les conseils municipaux à passer en mode d'urgence et pour maintenir la feuille de route commune sur le droit chemin..

## Les émissions du conseil municipal

- Transformer les biens municipaux pour maximiser la production d'énergie renouvelable et les économies d'énergie.
- Passer les véhicules municipaux à l'électrique.
- Identifier des matériaux zéro-émission pour les aménagements urbains..
- Gestion des déchets et recyclage : transformer les déchets en bio charbon (charbon de bois à usage agricole), réduire le gaspillage alimentaire, et éliminer/capter les émissions de méthane.

## Bâtiments du conseil municipal et lieux publics

- Gérer les équipements extérieurs pour améliorer la captation de carbone dans les jardins et le sol, les forêts urbaines et par la restauration de zones humides.
- Mettre en place des équipements de transport neutre en carbone : zones piétonnes et cyclables, amélioration de l'intégration des transports en commun, stations de recharge électrique et promotion du covoiturage et alternatives au transport aérien.

## Faire usage des pouvoirs de planification et de régulation

- Revoir le code d'urbanisme.
- Interdire tout nouveau projet lié aux énergies fossiles sur le territoire de la commune.
- Renforcer les critères d'exigence énergétique pour les nouvelles constructions, y compris en interdisant le gaz.

## Réduction d'émissions locales

- Développer des projets communaux de production d'énergie renouvelable et élaborer des systèmes de financement.
- Travailler avec d'autres niveaux de gouvernance pour soutenir l'efficacité énergétique et mettre en place des programmes d'énergies renouvelables pour les logements sociaux, les locataires et les ménages les plus modestes.
- Encourager la consommation de nourriture à faible empreinte carbone
- Promouvoir une faible consommation d'énergie dans les immeubles de bureau et les bâtiments publics : gestion de l'énergie intelligente, efficacité énergétique et conservation de l'énergie.
- Travailler avec d'autres niveaux de gouvernance pour soutenir des zones d'activités zéro-carbone et des partenariats incitatifs pour créer des emplois, investir et innover.
- Mettre en place des services d'aide à la transition pour les entrepreneurs locaux.

## Pour démarrer

**1** Le conseil municipal fait voter une motion qui reconnaît l'urgence climatique, et :

- souligne la nécessité d'agir à tous les niveaux de gouvernance;
- demande que des mesures soient prises rapidement car la transition suivant le modèle actuel n'est pas assez rapide;
- fixe des délais pour atteindre la neutralité carbone en cohérence avec les connaissances scientifiques;
- s'engage à impliquer fortement la population dans le développement et la mise en œuvre des actions.

**2** Il développe un Plan d'Urgence Climat (PUC) qui doit:

- fixer un objectif d'émissions négatives nettes selon un échéancier d'urgence (moins de 10 ans);
- quantifier ce que le conseil municipal peut faire pour atteindre cet objectif;
- identifier ce que la communauté peut faire pour atteindre cet objectif;
- identifier ce que l'Etat et la Région doivent faire pour rendre cet objectif atteignable.

**3** Il s'assure de la priorisation des actions du Plan d'Urgence Climat dans tous ses documents de planification stratégique

**4** Il renforce ses équipes autour des objectifs de l'urgence climatique et les aide à en comprendre les tenants et les aboutissants.

**5** Il communique cette approche liée à l'urgence climatique à l'ensemble de la communauté et encourage celle-ci à s'impliquer pour soutenir le passage au mode d'urgence.

# Le mode Urgence

## Un certain nombre

d'entre nous peuvent avoir connu des situations d'urgence près de chez eux, comme des feux de forêt, des inondations ou des tempêtes, au cours desquelles la réponse immédiate à la crise prend le dessus sur tout le reste.

Si nous voulons survivre ou aider autrui de manière efficace, il ne faut pas foncer tête baissée sans réfléchir, mais au contraire se concentrer sur un plan d'action, appliqué avec toute la considération nécessaire, et aussi attentivement et rapidement que possible pour protéger les autres et se mettre en sécurité. Chacun doit contribuer et mettre la main à la pâte !

Le changement climatique est maintenant à l'origine d'une situation de crise, reconnue par les plus éminents climatologues, acteurs de la vie publique et militants.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a récemment déclaré qu'avec "l'urgence" climatique, "nous fais[ions] face à une menace existentielle directe".

Plus de 900 conseils municipaux dans 19 pays dont l'Australie, les USA, le Canada, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne et la France ont reconnu qu'une action urgente était la seule réponse qui permettra de gérer l'ampleur et le rythme de la crise climatique.

## Menaces imminentes

Une urgence est une menace pour les personnes, les biens et/ou la société qui a le potentiel de submerger leur capacité de réaction et d'adaptation. Ce peut être une catastrophe naturelle, une épidémie, une crise alimentaire ou d'accès à l'eau, ou une catastrophe d'origine humaine telle qu'un accident nucléaire, une guerre ou une modification du climat.

L'enjeu est de contenir le problème avant qu'il ne soit incontrôlable, puis de recouvrer un état de stabilité et de sécurité. En confrontant l'urgence, un échec ou un compromis majeur sont inenvisageables car ils auraient de lourdes conséquences. L'efficacité de l'action est fonction du délai de mise en œuvre : plus on attend, plus la crise s'amplifie et les dégâts s'accumulent.

## Une urgence locale

Pour les urgences liées aux catastrophes naturelles, comme les incendies, l'accent est mis sur l'anticipation de l'ampleur du sinistre, et non uniquement sur des estimations moyennes. Les gens sont informés sur ces risques élevés et sur les réponses appropriées à avoir, comme l'adaptation des propriétés via les aménagements nécessaires ou la préparation de plans d'évacuation. On attend la plus grande honnêteté des autorités concernant la conduite à tenir.

La réponse à l'urgence est coordonnée par l'Etat. Lorsque les situations d'urgence sont familières, les plans sont préparés longtemps en avance pour anticiper un effort adapté et ajuster les équipements ainsi que la capacité logistique. La population touchée est mobilisée pour soutenir les efforts des pompiers, des services de secours et de soins auprès des plus vulnérables. Les communautés sont informées et consultées. Pendant la durée du sinistre, le fonctionnement "routinier" de la société peut être interrompu : fermeture des écoles et d'autres établissements, détournement du transport routier, prohibition

de certaines activités à risque, autorisation de quitter le travail pour les secouristes volontaires.

## La guerre : une urgence de longue durée

Beaucoup de ces approches s'appliquent également à la mobilisation en temps de guerre.

Bien que les guerres soient des événements terribles, elles nous donnent à réfléchir sur la manière dont les pays se mobilisent en réponse à ces lourdes menaces. Comme pour une catastrophe naturelle, on anticipe le pire scénario possible, la population est mobilisée dans un effort général et il y a la plupart du temps un consensus politique.

En adoptant une approche où "tous les moyens sont bons", le gouvernement planifie et oriente l'ensemble des ressources et compétences de la nation vers le soutien de l'effort de guerre. Cela peut être mis en place à une vitesse surprenante. Après l'attaque surprise menée par le Japon sur la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor en 1941, l'économie américaine a été transformée, passant du statut de plus grand producteur mondial de biens de consommation à celui de plus grand producteur mondial d'équipements militaires en un an seulement. Le gouvernement américain dirigeait la totalité de l'effort de guerre, mais les affaires étaient florissantes avec une croissance rapide de l'économie nationale.

Les mobilisations en temps de guerre se caractérisent par des programmes chocs pour accélérer rapidement le rendement et l'innovation. La consommation non-essentielle est mise en retrait (par exemple, par l'intermédiaire de taxes sur certains biens et la vente de produits d'épargne comme les "bons de guerre"), bien que les produits de première nécessité soient garantis pour tous.

# En mode Urgence

Une déclaration d'état d'urgence illustre le fait que le gouvernement reconnaît la gravité du problème, que la priorité est de régler cette crise, que nous faisons face à la crise tous ensemble et qu'officiellement, les affaires et le rythme de réforme habituels n'ont plus cours pendant toute la durée de la crise. Voici quelques caractéristiques de l'état d'urgence:

**Un objectif clair :** lors d'un incendie, un des objectifs évidents est de sauver toutes les vies humaines. Avec le changement climatique, le but de l'action d'urgence est de protéger l'ensemble des êtres humains, des sociétés et des éco-systèmes. Avec les politiques actuelles concernant le climat, ce n'est pas le cas.

**La gestion du risque :** la réponse à l'urgence commence par une évaluation complète de l'ensemble des risques et des dégâts potentiels, en particulier les risques les plus sévères voire mortels qui seraient dévastateurs pour les sociétés humaines. Il est nécessaire de prendre des précautions particulières pour répondre de manière appropriée à une probabilité accrue d'incidences climatiques extrêmes

**Information complète et transparente :** l'état d'urgence est un effort qui concerne la société dans son ensemble et nécessite à ce titre une population informée et motivée. Dans la plupart des cas, cela nécessite aussi un consensus politique. Un traitement franc de la menace, de la réponse à y apporter et de ce que cela implique pour la société est absolument crucial pour obtenir et maintenir une adhésion active de toute la communauté.

**Priorité maximale :** pendant une urgence, la première priorité de la société est de faire face à la crise et que suffisamment de ressources soient déployées pour réussir. Le professeur et conseiller en climatologie Will Steffen indique que la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre doit être l'objectif premier des efforts politiques et économiques avec une approche se rapprochant "d'un état de guerre" pour déployer les énergies renouvelables et réinventer complètement certains secteurs comme le transport ou l'agriculture "à un rythme très soutenu".

**L'Etat au gouvernail :** toute transformation rapide et à grande échelle nécessite un pilotage gouvernemental pour planifier, coordonner et allouer les ressources. Seuls les gouvernements nationaux ont la responsabilité et la capacité à l'échelle de toute la société de planifier, diriger les ressources, développer les compétences, mettre à disposition les fonds issus des taxes, gérer l'épargne et les investissements, coordonner les efforts d'innovation, et établir le cadre réglementaire pour une action d'urgence efficace.

**Transformation concrète :** plus que toute autre chose, la mobilisation pour l'urgence climatique implique la transformation concrète de l'économie réelle à grande vitesse, afin de produire un ensemble de solutions globales pour une économie en accord avec le respect du climat, c'est-à-dire neutre en émissions, qui permette une réduction à grande échelle du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, et qui soit doublée d'une approche critique en recherche et développement de solutions pour combler les lacunes dans nos connaissances.

**Equité :** nous faisons désormais face à un bouleversement à l'échelle planétaire de notre organisation autour du climat. Celui-ci peut être anticipé et planifié par le biais d'une transition d'urgence pour retrouver l'équilibre climatique, ou bien tourner au chaos imprévu, ce qui serait bien pire, car les systèmes sociaux et physiques seront forcément compromis lorsque le réchauffement s'intensifiera. Ce vaste chamboulement nécessite qu'une attention particulière soit portée à la notion d'équité, que ce soit entre les nations ou au sein même d'un pays, afin que le fardeau de la transformation soit réparti équitablement. Si le public doute que l'urgence et les transformations sont à la fois justes et nécessaires, il y a peu de chances qu'il accorde et maintienne son adhésion à une telle transformation.

# Les modes Normal et Urgence

En mode Normal	En mode Urgence
Les réponses aux défis de société sont limitées au cadre des affaires courantes et du rythme habituel de réformes.	La société confronte la crise de manière productive, tout en ne cédant pas à la panique.
Gestion politique des médias et exercice routinier de la politique."	Evaluation franche et honnête de la situation, sans chercher à "arrondir les angles".
Le problème n'est pas encore alarmant et peut être évité dans le cadre des affaires courantes ou des réformes habituelles.	Forte probabilité d'intensification de la crise hors des limites où sa gestion reste envisageable sans mise en place d'une action immédiate.
Le délai de réponse n'est pas un problème.	Le temps de réaction est crucial.
L'enjeu est un défi parmi de nombreux autres à gérer.	La crise fait l'objet d'une priorité maximale.
Volonté de mettre en place des restrictions budgétaires.	Toutes les ressources disponibles/nécessaires sont allouées à la gestion de l'urgence, et, si nécessaire, le gouvernement emprunte massivement.
La communauté et les marchés fonctionnent comme si de rien n'était.	Les organes non-essentiels de la société, ainsi que le principe de consommation, peuvent être suspendus ou rationnés.
Tout changement intervient à un rythme très modéré à cause de l'inertie du système.	Transition rapide et intensification des réformes.
Les exigences du marché dominant les choix et le raisonnement qui préside aux décisions.	PMise en place de planification, de promotion de l'innovation et de la recherche.
Les buts et objectifs sont définis par des concessions politiques dans une culture du compromis.	Les buts et objectifs critiques ne sont pas sujets à compromis car l'échec n'est pas une option.
Il y a un manque de leadership national et le monde politique est fondé sur une dynamique de l'adversité et de l'évolution graduelle.	Le consensus politique et un leadership efficace sont la norme.

CO-PRODUCED BY

**CACE**  
Community Action in the  
Climate Emergency

**BREAK  
THROUGH**  
National Centre  
For Climate  
Restoration

**RSTi**  
Research & Strategy  
for Transition Initiation

